



# PREVISIONS 2026 : quelle perspective d'activité pour les Travaux Publics ?

Novembre 2025

● La prévision d'activité 2026 des Travaux Publics a été réalisée en septembre 2025, dans un contexte politique et budgétaire incertain (absence de Projet de Loi de Finances notamment).

Nos projections reposent de fait sur des hypothèses de travail structurantes. D'une part, la mise en œuvre de mesures d'ajustement budgétaire pour les collectivités à hauteur d'environ 5 Mds (montant toujours repris dans le Projet de Loi de Finances du gouvernement Lecornu), et une "année blanche" côté État, à l'image de la situation de 2025. D'autre part, l'absence de réaction brutale des marchés financiers est retenue, avec une hausse modérée des taux d'intérêt au cours des prochains mois.

*Loin du rebond habituel observé en année pré-électorale, l'année 2025 s'annonce déjà en recul pour les Travaux Publics, avec un repli d'activité anticipé à -1 % en volume. Cette baisse devrait s'accroître en 2026, sous l'effet conjugué des élections municipales et d'un contexte budgétaire et politique tendu laissant prévoir une contraction plus marquée que lors des précédents cycles.*

## Perspectives 2026 par maître d'ouvrage

### • ETAT : l'AFIT-F, sous réserve de sa pérennisation, l'hypothèse d'une année blanche

La conférence *Ambition France Transports*, présentée en juillet 2025, a mis en évidence un consensus clair : la France doit investir davantage dans ses infrastructures structurantes — réseaux routier national, ferroviaire, fluvial et fret — à hauteur d'environ 3 milliards d'euros supplémentaires par an sur la période 2026-2031. Pour autant, ces orientations demeurent suspendues aux incertitudes politiques et budgétaires. La loi-cadre sur les transports, annoncée par la ministre Philippe Tabarot et censée fixer d'ici la fin de l'année les grands équilibres financiers du secteur, pourrait être retardée, voire fragilisée, par le contexte institutionnel actuel.

Dans ce cadre, l'AFIT-F devrait connaître en 2026 une "année blanche", sans revalorisation de ses crédits par rapport à 2025. Les moyens exceptionnels du plan de relance post-Covid étant épuisés (qui avaient soutenus les projets de transports en commun) et le retard de signature des CPER devraient peser sur la dynamique 2026. Par ailleurs une progression des crédits devant financer l'achat de matériel ferroviaire (trains de nuit) devraient peser sur le niveau des crédits réellement consacrés à l'infrastructure.

Nous retenons au final une hypothèse de recul des crédits infrastructures de l'ordre de -8 % pour 2026.

Enfin, le projet de loi "Simplification", qui maintient la possibilité de supprimer l'Agence, entretient une incertitude majeure sur la pérennité du financement des infrastructures de transport et, par ricochet, sur la visibilité des entreprises de Travaux Publics.

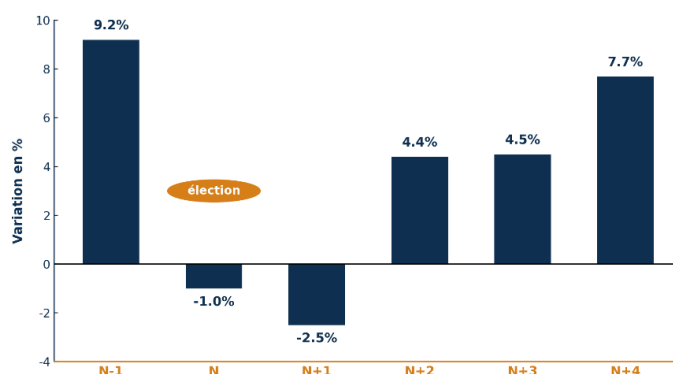
- **COLLECTIVITES LOCALES : un cycle potentiellement amplifié par l'absence de visibilité budgétaire**

En 2026, les investissements des collectivités locales devraient reculer d'environ -6% en valeur, dans un contexte d'incertitude budgétaire. Le bloc communal serait le plus touché (-7%), les échéances électorales et les contraintes du futur Projet de Loi de Finances pesant sur les décisions d'investissement. La reconduction du fonds de réserve DILICO, porté à 2 Mds€ contre 1 Md€ en 2025, illustre cette tension : son remboursement serait désormais étalé sur cinq ans, avec une conditionnalité de remboursement pesant sur la dynamique des dépenses (de fonctionnement mais aussi d'investissement). Il constituerait de fait une ponction durable sur les ressources locales. Les départements, bien que soutenus par un rebond des droits de mutation (+20% à fin août comparé à août 2024), ne devraient pas relancer leurs investissements dès 2026. Privés de la dynamique de TVA et confrontés à la hausse des dépenses sociales, leurs budgets resteraient sous pression, entraînant une contraction de leurs investissements estimée à -3%.

Les régions subissent enfin le retard de signature des volets "Mobilités" des CPER (Contrat de Plan État-Région), qui décale le lancement des nouveaux programmes au moment où s'achèvent ceux de la génération précédente, provoquant un creux entre les deux cycles de contractualisation.

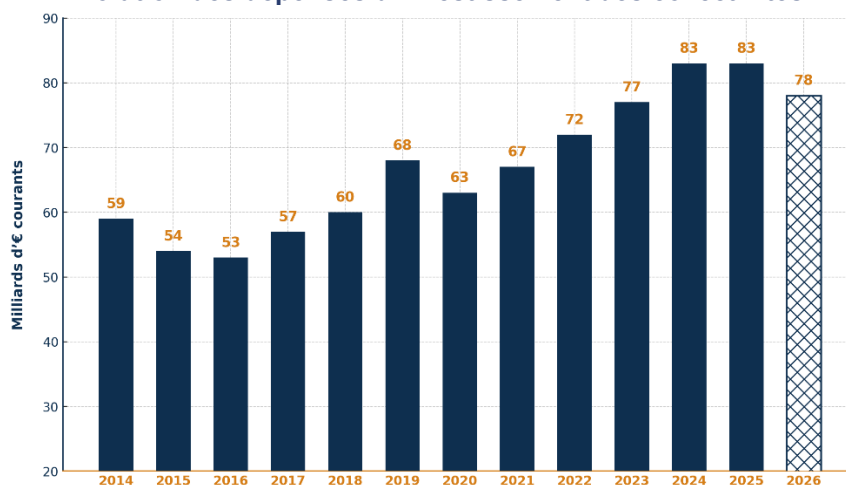
Au total, le cycle électoral municipal à venir, amplifié par les contraintes nationales, pourrait rendre le repli de l'investissement local plus marqué qu'à l'accoutumée. Nous estimons que ce recul de l'investissement local pourrait avoisiner -6% pour 2026.

## Moyenne de l'évolution de l'activité des Travaux Publics liée aux collectivités locales en fonction de l'année du cycle municipal



Source : FNTF, d'après analyse de l'évolution du CA auprès des collectivités depuis 1981 en euros courants

## Evolution des dépenses d'investissement des collectivités



Source : La Banque Postale à partir des balances DGFIP, 2025 et 2026 : estimations

## • GRANDS OPERATEURS : des trajectoires très disparates

La situation des grands opérateurs devrait être contrastée en 2026. Le point haut des investissements de la Société des Grands Projets est désormais dépassé : d'après la trajectoire annuelle d'investissement de la SGP, un recul assez prononcé est attendu en 2026 (-800M€). Il ne sera pas compensé par la montée en charge des investissements de régénération annoncés par SNCF Réseau, qui devraient essentiellement intervenir à partir de 2027-2028. Les concessionnaires autoroutiers devraient maintenir un niveau d'activité stable, porté par les opérations de remise à niveau du réseau à l'approche des fins de concession. Enfin, les grands projets poursuivent leur cours, mais à un rythme inégal : la montée en charge du Canal Seine-Nord Europe demeure plus lente qu'anticipé, tandis que le creusement du Lyon-Turin se poursuit selon le calendrier prévu.

À l'inverse, les grands opérateurs de l'énergie annoncent une forte progression de leurs investissements. Le programme pluriannuel de RTE (renouvellement et renforcement du réseau, raccordement des moyens de production) accélère nettement en 2026 et devrait continuer de croître par la suite. Des hausses sensibles sont également prévues chez Enedis et chez les opérateurs gaziers (GRDF, Natran), portées par des projets de modernisation et de raccordement, notamment dans le biogaz. Les opérateurs de réseaux de chaleur et de froid constituent enfin un relais de croissance pour les Travaux Publics.

Au total, pour l'ensemble des grands opérateurs transport et énergie, la hausse d'activité amorcée ces dernières années se poursuivrait, mais à un rythme plus modéré (+1 % attendu en 2026).

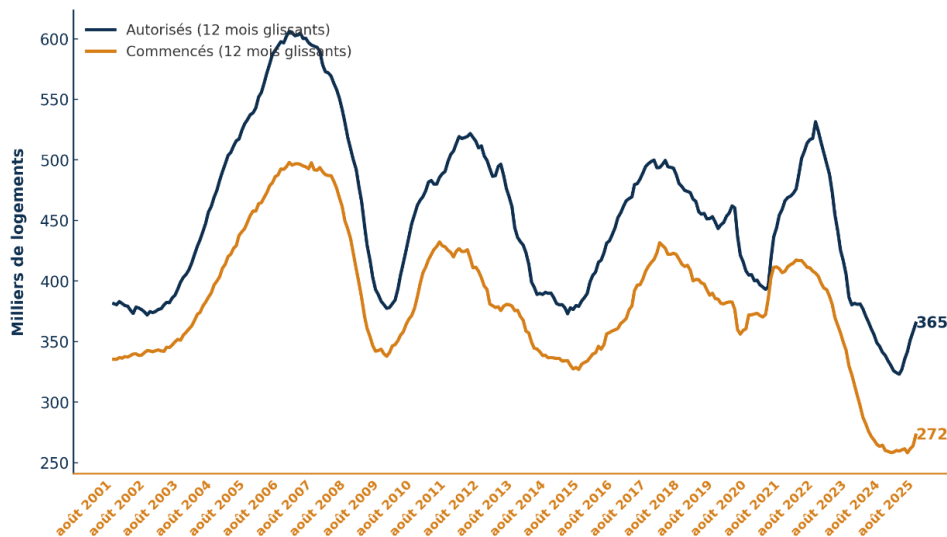
## • PRIVE : signaux à confirmer pour le logement neuf

La reprise de l'activité privée en 2026 dépendra largement de l'évolution des taux d'intérêt au cours des prochains mois. Toutefois, les derniers indicateurs du logement neuf laissent entrevoir quelques signaux positifs. Le rebond du segment individuel est particulièrement perceptible et la tendance sur un an pour l'ensemble du logement neuf (individuel et collectif) est désormais positive : +7% pour les permis et +3% pour les mises en chantiers à fin août 2025. Ces chiffres traduisent un réel frémissement, mais sur des volumes encore historiquement bas après la chute des années précédentes.

Des tendances plus diverses sont observées pour le non résidentiel : la chute du marché des bureaux se confirme, le secteur logistique affiche une faible dynamique mais niveau élevé tandis que le secteur industriel se montre plus indécis, en raison notamment de projets reportés ou décalés.

Au total, une légère reprise de +2,3 % de l'activité Travaux Publics auprès de la clientèle privée est anticipée pour 2026, marquant un premier redressement après plusieurs années de repli.

## Evolution des mises en chantiers et des autorisations de construction de logements



Source : Ministère de la transition écologique et de l'aménagement du territoire (données cvs-cjo)

## PREVISIONS 2026 : l'investissement public, victime du flou budgétaire et politique

- **Cadrage macroéconomique et hypothèses d'inflation**

En 2026, la France abordera une conjoncture économique atone, marquée par des contraintes budgétaires fortes et un contexte politique toujours instable. Selon la Banque de France, la croissance atteindrait seulement +0,9 %, portée par un léger raffermissement de la consommation des ménages et une reprise progressive de l'investissement privé, rendue possible par l'amélioration des conditions de financement et d'accès au crédit bancaire. L'inflation pourrait connaître une légère remontée, sous l'effet d'une contribution plus forte des produits alimentaires et d'une moindre baisse des prix de l'énergie. L'emploi, en revanche, repartirait modestement à la hausse après le repli observé cette année.

Au-delà des incertitudes concernant la trajectoire de l'immobilier et l'impact des tensions internationales (dont les tensions commerciales), la crise politique intérieure constitue un facteur majeur de risque. D'après la Banque de France, cette incertitude politique pèserait déjà pour au moins 0,2 point de croissance, traduisant un climat d'attentisme qui freine les décisions d'investissement public comme privé.

Projections	2023	2024	2025	2026
Déficit public (% du PIB)	5,5 %	5,8 %	5,4 %*	4,6 %*
PIB (croissance annuelle)	1,6 %	1,1 %	0,7 %	0,9 %
Inflation (IPCH, moyenne annuelle)	5,7 %	2,3 %	1,0 %	1,3 %
Variation nette de l'emploi (en milliers)	331	229	-89	48

Source : Banque de France, septembre 2025. \*objectif du gouvernement

Pour les Travaux Publics, l'hypothèse de hausse des coûts de production est fixée à +1,3 % en 2026. Cette évolution serait principalement portée par la progression des salaires, tandis que les autres postes de dépenses suivraient une dynamique proche de l'inflation générale. Le coût du GNR continuerait quant à lui d'augmenter au 1<sup>er</sup> janvier 2026, en raison de la réduction progressive de l'avantage fiscal.

- **Récapitulatif des prévisions 2026**

Sous réserve des hypothèses de travail précédemment explicitées, et compte tenu des différentes prévisions par maître d'ouvrage et de leur poids relatif dans le chiffre d'affaires du secteur, l'activité des Travaux Publics est estimée à -1,9% en valeur, soit une baisse de -3,2% ramenée en volume (avec une hypothèse de +1,3% de hausse des coûts de production).

### Récapitulatif des hypothèses de croissance de l'activité TP pour 2026

Clients	Poids du client	2026/2025 (valeur / CA € courants)	2026/2025 (volume / CA € constants)
État	2,9%	-8%	-9,3%
Collectivités locales	42,9%	-6%	-7,3%
Communes & EPCI	32,5%	-7%	-8,3%
Conseils départementaux	8,4%	-3%	-4,3%
Conseils régionaux	2%	-4%	-5,3%
Grands opérateurs	22,3%	+1%	-0,3%
Secteur privé	31,9%	+2,3%	+1%
<b>Prévisions FNTF</b>		<b>-1,9%</b>	<b>-3,2%</b>

## AFFAIRES ÉCONOMIQUES

2026 sera une année du retournement pour l'activité des Travaux Publics dans un contexte marqué par les élections municipales et un climat politique sous tension.

L'entrée dans une année « blanche » pour les investissements de l'État, aboutirait à une baisse significative des crédits de l'AFIT. Le bloc communal verrait aussi ses investissements ralentir, sous l'effet conjugué du cycle électoral et des contraintes budgétaires. Les grands opérateurs présenteraient des trajectoires contrastées : une dynamique soutenue dans l'énergie, tandis que les secteurs des transports connaîtraient une évolution plus hétérogène. Du côté du secteur privé, une reprise modérée semble engagée, notamment dans le logement individuel, mais reste conditionnée à l'évolution des taux d'intérêt. Ainsi, la divergence des trajectoires d'investissement entre maîtres d'ouvrage — notamment pour l'État et le bloc communal — devrait ainsi avoir des effets différenciés selon les métiers et la structure de clientèle des entreprises de Travaux Publics.

L'investissement public apparaît aujourd'hui comme une des principales victimes du flou budgétaire et politique, avec des arbitrages incertains qui freinent la mise en œuvre des programmes, le financement et le lancement de nombreux projets. Le risque est que ces tensions budgétaires et politiques continuent de peser au-delà de 2026, pénalisant sur le long terme l'investissement et par conséquent la croissance potentielle.

